

Sabordage : Macron interdit à la France d'exploiter nos mines d'or en Guyane !

écrit par Maxime Lépante | 8 mai 2019



Après avoir annoncé l'interdiction de toute exploitation d'hydrocarbures (pétrole et gaz naturel) en France (septembre 2017) :

La France, premier pays à interdire l'exploitation des hydrocarbures

<http://www.gouvernement.fr/projet-loi-hydrocarbures-France-premier-pays-interdit-exploitation-des-hydrocarbures>

Macron vient d'indiquer qu'il va se prononcer contre l'exploitation des énormes réserves d'or en Guyane, connues sous le nom de "Montagne d'Or" :

Guyane : Emmanuel Macron émet ses premières réserves sur la Montagne d'Or

<https://www.europe1.fr/politique/emmanuel-macron-emet-ses-premieres-reserves-sur-la-montagne-dor-3897115>

“La Montagne d’Or est le plus important projet de mine d’or à ciel ouvert français, à l’étude en Guyane. Il prévoit l’exploitation d’une mine de 2,5 km de long, à partir de 2022 en forêt tropicale. Pourtant lundi, après la publication d’un rapport catastrophique des experts de l’ONU sur la biodiversité, Emmanuel Macron a émis des réserves sur ce projet controversé. “De manière très claire aujourd’hui, l’état de l’art du projet ne le rend pas compatible avec une ambition écologique et en matière de biodiversité”, a déclaré le président de la République.”

Donc, pour de stupidissimes questions de prétendue “biodiversité” (“attention aux grenouilles zébrées et aux arbres sang-dragon dans les marécages !”), la France devrait renoncer à exploiter ses réserves naturelles, qui pourraient rapporter à l’Etat des centaines de millions d’euros en impôts et faire baisser le chômage ! Une fois de plus, Macron prouve sa volonté de détruire l’industrie française (exactement comme Obama l’a fait aux USA de 2008 à 2016, en interdisant la construction de pipelines et l’exploitation de pétrole en Alaska et dans le Golfe du Mexique, et en fermant en masse les mines de charbon – toutes mesures annulées par Trump dès son investiture en janvier 2017).

Cette “Montagne d’or” contient des milliers de tonnes d’or :

Montagne d’or (mine)

[https://fr.wikipedia.org/wiki/Montagne_d%27or_\(mine\)](https://fr.wikipedia.org/wiki/Montagne_d%27or_(mine))

QUELQUES INFOS IMPORTANTES :

1) La “Montagne d’or” permettrait de faire baisser le chômage massif de la Guyane et de développer ce territoire (qui coûte actuellement très cher à la métropole, en raison des aides sociales, etc.) :

Le développement de ce projet minier s’insère dans le cadre économique de la Guyane, et en particulier de l’Ouest du territoire, où le taux de chômage atteint (en 2016) 22,3 % en Guyane et 34,1 % à Saint-Laurent-du-Maroni.

Lors du débat public, la Compagnie minière Montagne d’Or estimait les retombées économiques sur le territoire à 1431 millions d’euros sous forme de biens et de services, soit 360 millions d’euros pour les emplois directs et 1071 millions d’euros pour les emplois indirects et induits.

[https://fr.wikipedia.org/wiki/Montagne_d%27or_\(mine\)#Enjeux_%C3%A9conomiques_et_sociaux](https://fr.wikipedia.org/wiki/Montagne_d%27or_(mine)#Enjeux_%C3%A9conomiques_et_sociaux)

La Compagnie Minière Montagne d’Or a annoncé en juin 2017 que son projet pourrait créer 750 emplois directs et induire 3000 emplois pour la Guyane.

[https://fr.wikipedia.org/wiki/Montagne_d%27or_\(mine\)#Emploi_et_formation](https://fr.wikipedia.org/wiki/Montagne_d%27or_(mine)#Emploi_et_formation)

2) La “Montagne d’or” rapporterait des recettes énormes :

Les recettes du projet sont estimées entre 3,8 milliards et 12 milliards d'euros. Selon la compagnie, le résultat net du projet (après impôt) est estimé à 633 millions d'euros, en tenant compte d'hypothèses économiques et financières (cours de à 1 190 euros l'once, taux d'actualisation de 5 %, taux de change 1 dollar US = 1,05 euros). La compagnie Montagne d'Or estime son investissement propre à 782 millions d'euros: 502 millions pour la phase d'installation, 221 millions pour l'exploitation et 59 millions pour le réaménagement.

[https://fr.wikipedia.org/wiki/Montagne_d%27or_\(mine\)#Rentabilit%C3%A9_%C3%A9conomique_du_projet](https://fr.wikipedia.org/wiki/Montagne_d%27or_(mine)#Rentabilit%C3%A9_%C3%A9conomique_du_projet)

3) La "Montagne d'or" produirait des rentrées de plus de 400 millions d'euros de taxes pour l'Etat :

D'après le journal Les Échos « selon certaines hypothèses du projet », l'entreprise pourrait verser annuellement plus de 5 millions d'euros de redevance aux collectivités locales (en incluant les cotisations sociales), 16 millions d'euros d'impôt sur les sociétés, et 30 millions d'euros de taxes sur les biens et services et de cotisations sociales. (par an)

Selon la Compagnie Montagne d'Or en juillet 2017, les retombées peuvent comprendre 348 millions d'euros de cotisations sociales et 345 millions d'euros de retombées fiscales.

Selon une note interministérielle obtenue par l'AFP fin de l'été 2017, les taxes associées à la production minière représenteraient 80,6 millions d'euros et celles à l'importation 325,5 millions d'euros, ce qui ferait de cette mine un projet « hors normes par ses aspects économiques ».

[https://fr.wikipedia.org/wiki/Montagne_d%27or_\(mine\)#Revenus_publics/subventions_publicques](https://fr.wikipedia.org/wiki/Montagne_d%27or_(mine)#Revenus_publics/subventions_publicques)

CONCLUSION :

Mais pour Macron, ce qui compte est de torpiller ce projet industriel qui rapporterait d'énormes recettes fiscales à l'Etat (donc aux Français) et qui ferait baisser le chômage (l'Etat aurait donc moins de RSA et autres indemnités chômage à verser aux Guyanais, ce qui permettrait d'économiser des millions d'euros, là aussi) ! Et cela, pour d'hypocrites et fumeuses raisons "écologiques", alors même que la compagnie d'exploitation a budgété (dans le coût de ses investissements) de nombreuses mesures de protection de la faune et de la flore (transplantations, fossés, corridors pour animaux, revégétalisation, protection des cours d'eau, etc.) !

Pour voir les arguments des opposants :

<http://www.lefigaro.fr/conjoncture/qu-est-ce-que-la-montagne-d-or-ce-projet-minier-dans-le-viseur-du-gouvernement-20190507>